

# SAUVEGARDER L'INDÉPENDANCE DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES DE CONTRÔLE (ISC) :

Un kit de ressources pour les organisations de  
la société civile



L'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) est un organisme indépendant de l'INTOSAI chargé de renforcer les capacités des institutions supérieures de contrôle (ISC) des finances publiques dans les pays en développement. En promouvant des approches durables basées sur les besoins, nous aidons plus de 140 ISC à travers le monde à relever leurs défis grâce à une coopération sensible au genre et entre pairs, ainsi qu'au développement des capacités à long terme.

[www.idi.no/](http://www.idi.no/)

Transparency International est un mouvement mondial qui porte une seule vision : créer un monde dans lequel les gouvernements, les entreprises, la société civile et la vie quotidienne des gens sont exempts de corruption. Avec plus de 100 chapitres dans le monde entier et un secrétariat international à Berlin, nous menons la lutte contre la corruption pour transformer cette vision en réalité.

[www.transparency.org](http://www.transparency.org)

## SAUVEGARDER L'INDÉPENDANCE DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES DE CONTRÔLE (ISC) :

Un kit de ressources pour les organisations de la société civile

L'initiative de développement de l'INTOSAI et Transparency International tiennent à remercier :

Les intervenants de l'IDI : Einar Gørrissen, Ola Hoem, Freddy Yves Ndjemba, Caroline Pledger, Benjamin Fuentes Castro, Jill Marshall et Marte Briseid.

Les intervenants de Transparency International : Jorum Duri, Matthew Jenkins, Conny Abel, Julius Hinks, Titus Gitonga (Transparency International Kenya) et Mauricio Alarcón Salvador (Ciudadanía y Desarrollo)

Photographe de couverture : Jacob Lund



Cofinancé par  
l'Union européenne

Cette publication a été coproduite par Transparency International avec le soutien financier de l'Union européenne dans le cadre du projet Strengthening Accountability Networks among Civil Society (SANCUS). Son contenu relève de la seule responsabilité de Transparency International et de son coproducteur, et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'Union européenne.

Aucun effort n'a été épargné pour vérifier l'exactitude des informations contenues dans le présent rapport. On croyait que toutes les informations étaient correctes en novembre 2022. Néanmoins, Transparency International et IDI ne sauraient être tenus responsables des conséquences de son utilisation à d'autres fins ou dans d'autres contextes.

ISBN : 978-3-96076-231-7

2022 Transparency International et IDI. Sauf indication contraire, ce travail est effectué sous licence de CC BY-ND 4.0 DE. Devis autorisé. Veuillez contacter Transparency International – [copyright@transparency.org](mailto:copyright@transparency.org) – concernant les demandes de produits dérivés.



# TABLE DES MATIÈRES

**6**

**Qu'est-ce qu'une  
Institution Supérieure  
de Contrôle (ISC) ?**

**10**

**Comment les organisations de  
la société civile (OSC)  
interagissent-elles avec les ISC ?**

**15**

**Pourquoi l'indépendance  
de l'ISC est-elle  
importante ?**

**17**

**Outils de plaidoyer**

**21**

**Outils d'évaluation**

**22**

**Ressources**

**24**

**Principales parties  
prenantes**

**26**

**Notes de fin**

# RÉSUMÉ

“ Une ISC indépendante, efficace et crédible est un élément essentiel dans un système démocratique où la responsabilité, la transparence et l'intégrité sont des éléments indispensables d'une démocratie stable. ”

Déclaration de Beijing de l'INTOSAI, 2013

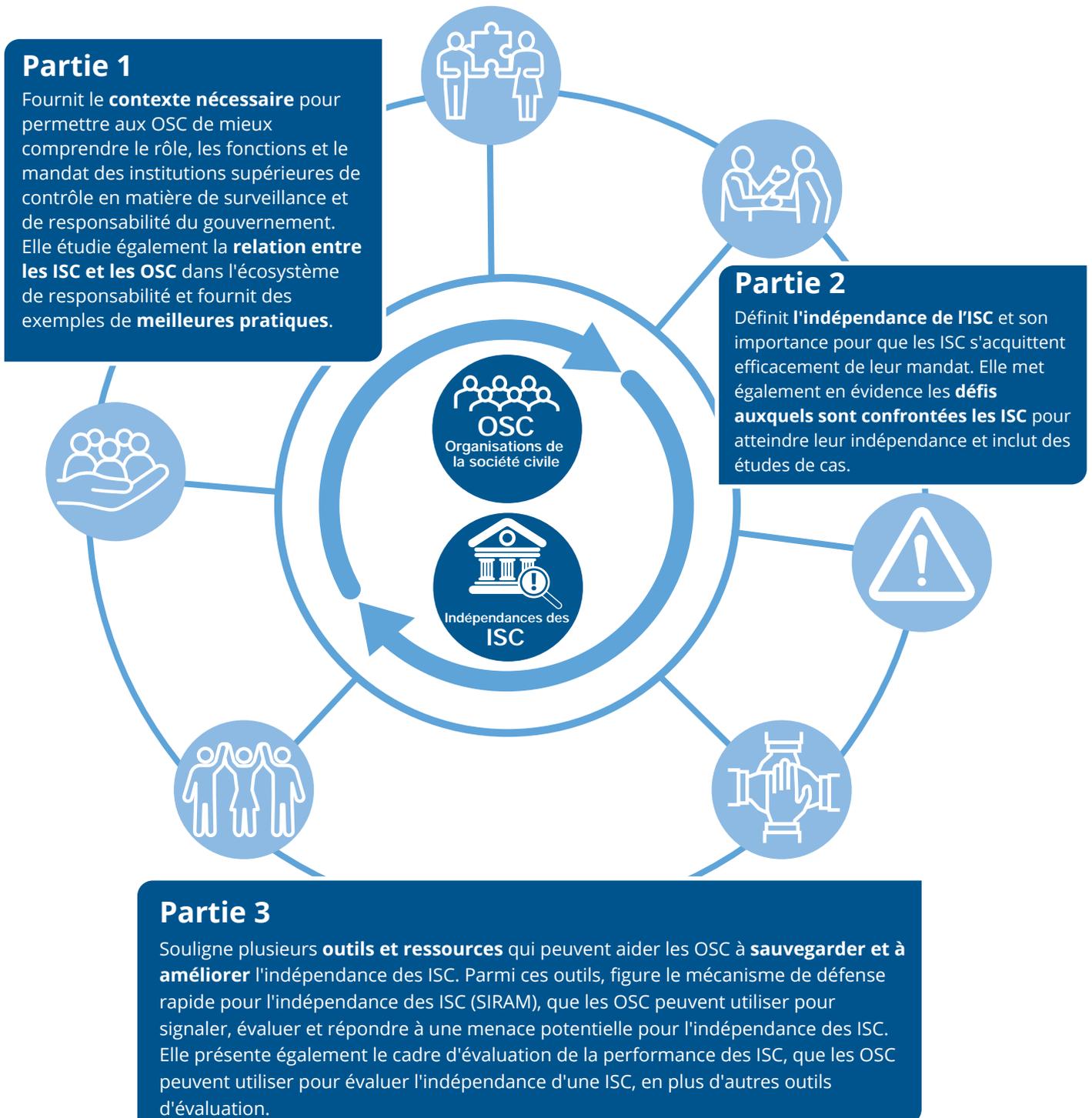
Les gouvernements ont le pouvoir de collecter, d'allouer et de dépenser des ressources publiques. Les institutions supérieures de contrôle (ISC) contrôlent l'utilisation de ces ressources publiques par le biais de vérifications régulières des budgets, des recettes et des dépenses du gouvernement. Par leurs enquêtes, leurs rapports et leurs recommandations sur l'utilisation des ressources publiques, les ISC sont un élément clé du système d'intégrité et de responsabilisation de tout gouvernement.

Pour que les gouvernements rendent effectivement compte de leurs activités financières, les ISC doivent être indépendantes des organismes qu'elles contrôlent. Pourtant, les preuves montrent que lorsque l'indépendance de l'ISC est contestée, les activités de surveillance institutionnelle peuvent être compromises. Un récent [rapport d'évaluation de l'ISC](#) par l'IDI a révélé que l'indépendance de l'ISC s'est détériorée ces dernières années, notamment face à des défis tels qu'une autonomie financière limitée, une protection juridique insuffisante due à la révocation injuste des dirigeants de l'ISC, un accès restreint à l'information et un manque de capacité à donner suite aux rapports d'audit. Beaucoup de ces tendances ont été exacerbées par la pandémie mondiale, comme le montre une étude récente de l'IDI sur [l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'indépendance de l'ISC](#). En particulier, de nombreuses ISC des pays à faible revenu ont subi des coupes budgétaires de la part de l'exécutif sans approbation législative, ce qui a nui à leur capacité de demander des comptes à l'exécutif.

Lorsque l'indépendance d'une ISC est limitée, sa contribution à la lutte contre la corruption est entravée. Cela peut empêcher les ISC de procéder à des évaluations objectives de la fiabilité de l'information publique, de la légalité de l'action gouvernementale et de l'optimisation des ressources des programmes gérés par l'État. Par conséquent, les inefficacités et l'utilisation abusive des ressources publiques ne seront pas maîtrisées, ce qui aura des conséquences désastreuses pour les citoyens qui dépendent des services gouvernementaux.

En tant que telles, les organisations de la société civile (OSC) sont bien placées pour sauvegarder et renforcer l'indépendance de l'ISC en tant que moyen d'assurer une plus grande transparence et responsabilité des ressources publiques. Les OSC jouent un rôle important dans l'amélioration des freins et contrepoids dans les démocraties et sont de fervents partisans de l'indépendance des institutions de contrôle qui tiennent les gouvernements responsables. En utilisant divers canaux tels que les litiges stratégiques et les communiqués de presse, les OSC ont la capacité de plaider pour l'indépendance de l'ISC chaque fois qu'une menace se présente. À ce titre, nous avons développé ce kit de ressources pour aider les OSC à plaider efficacement pour l'indépendance de l'ISC aux niveaux mondial, régional et national. Le kit partagera également d'autres outils de plaidoyer et d'évaluation disponibles pour que les OSC s'engagent sur le sujet de l'indépendance de l'ISC, y compris le [Mécanisme de défense rapide de l'indépendance des ISC \(SIRAM\)](#).

Le kit de ressources est divisé en quatre parties :



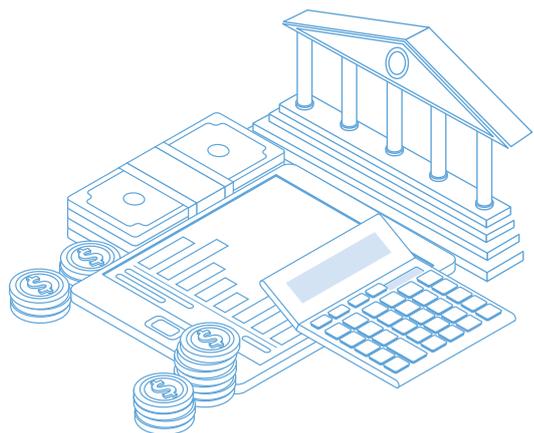
# COMPRENDRE LES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES DE CONTRÔLE ET LEURS RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Des engagements réguliers, transparents et ouverts avec la société civile permettront à celle-ci de mieux connaître et comprendre le rôle essentiel des ISC au sein de l'écosystème de responsabilité, générant ainsi la confiance du public dans son ensemble.

Comité de renforcement des capacités de l'INTOSAI 2021. [Engagement avec la société civile Un cadre pour les ISC](#)

## QU'EST-CE QU'UNE INSTITUTION SUPÉRIEURE DE CONTRÔLE (ISC) ?

Les institutions supérieures de contrôle - également appelées Vérificateurs généraux des comptes, Bureaux nationaux de contrôle, Chambre des comptes ou Cours des comptes - sont des organismes publics chargés de la vérification des recettes et des dépenses de l'État. En examinant de près la gestion des finances publiques et l'établissement de rapports, les ISC fournissent une opinion objective et indépendante sur la question de savoir si les ressources publiques sont utilisées comme prescrites de manière efficace et transparente.



Comme l'indique le préambule de l'[INTOSAI P-12, La valeur et les avantages des institutions supérieures de contrôle -- Faire une différence dans la vie des citoyens](#), l'audit du secteur public, tel que défendu par les institutions supérieures de contrôle, est un facteur important pour faire une différence dans la vie des citoyens. L'audit des entités gouvernementales et du secteur public par les ISC a un impact positif sur la confiance dans la société parce qu'il concentre l'esprit des gardiens des ressources publiques sur la façon dont ils utilisent ces ressources.

Cette prise de conscience appuie les valeurs souhaitables et sous-tend la responsabilité, ce qui permet d'améliorer la prise de décisions. Une fois que les résultats de l'audit des ISC ont été rendus publics, les citoyens sont en mesure de demander des comptes aux institutions publiques. De cette manière, les ISC favorisent l'efficacité, la responsabilité, l'efficacité et la transparence de l'administration publique.

## Trois types de vérifications des ISC



**1. Les audits financiers** évaluent si l'information financière est présentée conformément aux cadres réglementaires et d'information financière applicables. Sur la base de la collecte des éléments probants, l'ISC exprime une opinion sur la question de savoir si les informations financières sont exemptes d'anomalies significatives dues à une fraude ou à une erreur.



**2. Les audits de conformité** évaluent si les activités, les transactions financières et les informations sont conformes, à tous égards importants, aux règles et règlements qui régissent l'entité auditée. Les audits de conformité peuvent contribuer à la fois à prévenir et à détecter la fraude et la corruption dans les institutions publiques en créant une culture de conformité.



**3. Les audits de performance** sont des examens indépendants, objectifs et fiables visant à déterminer si les entreprises et les systèmes gouvernementaux fonctionnent conformément aux principes d'économie, d'efficacité et d'efficacité et s'il y a place à amélioration. En général, les audits de la performance permettent de déterminer si un gouvernement fait bon usage des ressources publiques pour atteindre ses objectifs stratégiques et obtenir les résultats escomptés.

## Le mandat des ISC

Le mandat des institutions supérieures de contrôle est généralement établi par la Constitution nationale et la législation détaillée sur le contrôle des finances publiques. Comme indiqué ci-dessus, il existe trois principaux types d'audits du secteur public tels que définis par les Normes internationales des [institutions supérieures de contrôle](#), à savoir les audits financiers, les audits de conformité et les audits de performance. Un aspect clé du mandat d'une ISC est l'audit régulier des comptes publics, connu sous le nom d'audit financier. De plus, la plupart des ISC sont également mandatées pour effectuer des audits de la conformité des gouvernements aux règles et règlements, appelées audits de la conformité, et de l'efficacité et de l'efficacité des opérations gouvernementales, appelées vérifications de gestion. Certaines ISC seront mandatées pour effectuer des enquêtes plus approfondies par le biais d'audits judiciaires, tandis que d'autres auront un mandat pour effectuer un contrôle juridictionnel.

Le processus d'audit comprend quatre étapes clés : la planification, la mise en œuvre, l'établissement de rapports et le suivi. L'étape initiale du processus de planification consiste à sélectionner le sujet et l'objet de l'audit. Les audits peuvent être exigés par la loi, demandés par le Parlement ou initiés par les ISC

– dans certains cas sur la base d'une demande des parties prenantes externes.

Les ISC peuvent également intégrer les priorités des OSC en concentrant leurs futurs audits sur les domaines de préoccupation pour les citoyens et en tenant compte d'autres commentaires pour définir la portée des processus d'audit. Par la suite, les ISC doivent définir l'objet, la portée et les objectifs spécifiques de l'audit, ainsi qu'identifier les moyens d'accéder aux documents et données pertinents.

Dans certains cas, les ISC peuvent obtenir des informations de parties prenantes externes, telles que les OSC, pour compléter les informations fournies par l'entité auditée. Une fois l'audit mis en œuvre, les ISC prépareront un rapport pour communiquer les résultats au Parlement et autres parties prenantes. Le rapport comprend généralement des recommandations de suivi et des mesures correctives.

Dans le cadre de son suivi, les ISC se concentrent sur la question de savoir si l'entité auditée a adéquatement répondu aux questions soulevées dans le rapport d'audit et y a répondu, donnant ainsi aux OSC l'occasion de se mobiliser pour la mise en œuvre des recommandations d'audit.

## Arrangements institutionnels et rattachement hiérarchique

Les dispositions institutionnelles d'une ISC dépendront des traditions administratives du pays. Dans certains pays, les ISC rendront compte au Parlement, tandis que dans d'autres, elles font partie du pouvoir judiciaire de l'État. L'indépendance par rapport au pouvoir exécutif est un principe fondamental pour les deux modèles, qui peut se résumer comme suit :

**Le modèle parlementaire**, également connu sous le nom de modèle de Westminster ou modèle anglo-saxon, est utilisé au Royaume-Uni et dans la plupart des pays du Commonwealth, notamment en Afrique subsaharienne, dans certains pays européens et dans des pays d'Amérique latine comme le Mexique et le Belize. Dans ce modèle, le bureau national d'audit est dirigé par un contrôleur général ou équivalent, qui rend compte à une commission parlementaire, souvent appelée la commission des comptes publics.

**Le modèle judiciaire**, également connu sous le nom de modèle napoléonien, est utilisé par la France, de nombreux pays latino-américains d'Europe, de Turquie, de pays francophones d'Afrique et d'Asie, et certains pays d'Amérique latine, dont le Brésil et l'Uruguay. Ici, l'ISC, souvent connue sous le nom de Chambre des comptes, fait partie du système judiciaire et a des fonctions juridictionnelles. En tant qu'autorité pouvant prendre des résolutions pour imposer des sanctions administratives, une ISC peut exercer des activités de contrôle juridictionnel sur la base de ses conclusions d'audit. En Amérique du Sud, plusieurs ISC<sup>1</sup> suivent un modèle hybride, dans lequel les ISC rendent compte au Parlement ou au Congrès, mais ont également des fonctions juridictionnelles.

Traditionnellement, les ISC dotées d'un modèle de conseil d'administration ou de prise de décision collégiale ont été classées en tant que troisième modèle, connu sous le nom de **modèle collegial**. Cette approche présente des similitudes avec le modèle de Westminster puisque ces ISC relèvent également de l'assemblée législative, mais diffèrent par un processus décisionnel collégial plutôt que par un seul chef d'exploitation. Certaines ISC du modèle juridictionnel peuvent également avoir un modèle de prise de décision collégiale.

## Le rôle des ISC dans l'écosystème de responsabilité

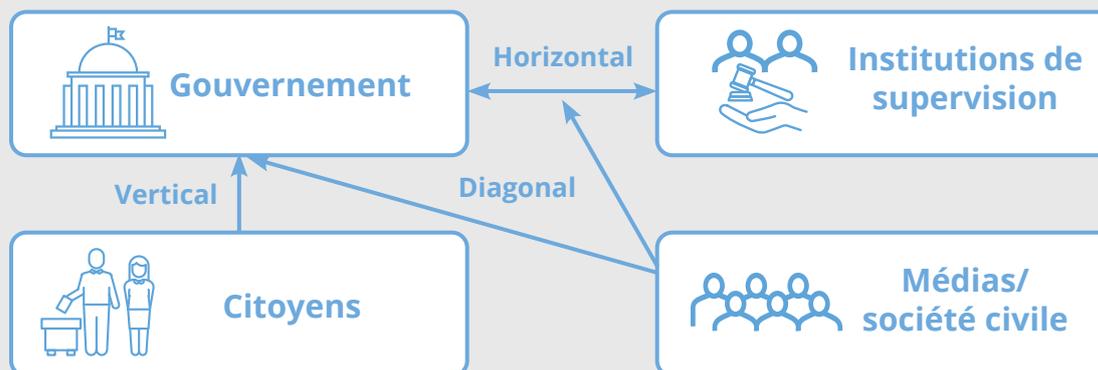
Les ISC jouent un rôle clé dans l'« écosystème de responsabilité », qui peut être défini comme le paysage de gouvernance interconnecté et dynamique impliquant les acteurs, les institutions, les processus, les mécanismes et les influences étatiques et sociaux.<sup>3</sup> En tant qu'institutions de surveillance, les ISC peuvent être définies comme des agents de responsabilité « horizontaux », avec d'autres institutions telles que le législatif, le judiciaire, les agences de lutte contre la corruption et les entités de médiation.

En fournissant des informations objectives sur la façon dont les fonds publics sont gérés et en mettant ces informations à la disposition du public, les ISC sont d'importants générateurs de preuves pour que les citoyens comprennent comment leur gouvernement fonctionne et gère les ressources publiques. Les rapports d'audit peuvent être utilisés par diverses parties prenantes, telles que le Parlement, les partis d'opposition, les citoyens et les OSC, comme base pour exiger la reddition de comptes et un changement dans la façon dont les ressources publiques sont gérées par le gouvernement.

L'efficacité de la fonction de responsabilité d'une ISC est amplifiée lorsque les rapports d'audit sont utilisés et suivis par les OSC, les médias et d'autres acteurs de la responsabilité, qui remplissent chacun des fonctions différentes mais interconnectées. Par exemple, les OSC et les médias peuvent reconditionner et simplifier les rapports d'audit et partager l'information avec les citoyens, tandis que les commissions parlementaires peuvent analyser le rapport d'audit et suivre la mise en œuvre des recommandations par le gouvernement.

La mesure dans laquelle les ISC peuvent agir en tant qu'agents directs de la responsabilité et mettre en œuvre des sanctions dépendra de leurs modèles institutionnels et de leur mandat. Par exemple, certaines ISC ont des pouvoirs juridictionnels et peuvent tenter des poursuites en fonction des constatations de l'audit. D'autres ont un pouvoir plus limité d'imposer des amendes aux entités vérifiées qui ne fournissent pas les renseignements demandés. Dans le modèle parlementaire, la relation entre l'ISC et le Parlement est d'une importance fondamentale, étant donné le rôle du Parlement dans la mise en œuvre des conclusions et recommandations contenues dans les rapports d'audit.

**La responsabilité politique** peut être définie comme une contrainte à l'exercice du pouvoir par le gouvernement, et comprend les mécanismes permettant de tenir un agent responsable et les moyens d'appliquer des sanctions lorsqu'un mandant (les citoyens) transfère le pouvoir décisionnel à un agent (le gouvernement)<sup>2</sup>. La responsabilité verticale fait référence à la capacité du public de demander des comptes au gouvernement par le biais d'élections et de partis politiques. La responsabilité horizontale fait référence à la surveillance et au contrôle assurés par d'autres institutions de l'État, telles que le pouvoir législatif, le système judiciaire et les institutions de contrôle. La responsabilité diagonale fait référence au rôle de la société civile et des médias dans l'influence des électeurs et des institutions de contrôle par le biais de campagnes d'information et de reportages dans les médias.



## Le rôle des ISC dans la lutte contre la corruption

Bien qu'elles ne jouent pas leur rôle principal, les ISC peuvent jouer un rôle important dans la prévention et la lutte contre la corruption. Comme indiqué dans une publication conjointe de Transparency International et du U4 Anti-Corruption Resource Centre sur [Le rôle des institutions supérieures de contrôle dans la lutte contre la corruption](#), « la nature du travail des ISC, qui consiste à vérifier les comptes publics, à évaluer la conformité réglementaire et à garantir les normes les plus élevées d'intégrité financière, signifie qu'elles sont bien placées pour contribuer aux efforts de lutte contre la corruption aux côtés d'autres organismes, tels que les services répressifs ou les agences de lutte contre la corruption »<sup>4</sup>.

Par leurs enquêtes et leurs rapports, les ISC contribuent à sensibiliser aux risques de corruption et à promouvoir des normes élevées de bonne gouvernance et d'intégrité financière.<sup>5</sup> Elles contribuent également à la détection de la corruption en découvrant des comportements irréguliers (non-conformité), des dépenses erronées, une mauvaise gestion et de mauvaises performances. En outre, ils évaluent l'environnement de contrôle des entités et mettent au jour des faiblesses ou des signaux d'alerte qui peuvent être révélateurs de la corruption et de la fraude.

Les risques de corruption ont tendance à augmenter en période de crise et l'émergence de la pandémie de COVID-19 et l'afflux extraordinaire de fonds d'urgence mettent en lumière le rôle des ISC. Le document de l'IDI intitulé « Accountability in a Time of Crisis » souligne comment les ISC peuvent jouer un rôle clé dans les différentes étapes d'une crise comme la COVID-19 en fournissant des conseils sur les règles et réglementations critiques et en effectuant des audits en temps réel sur les achats et si les fonds sont utilisés aux bonnes fins.<sup>7</sup>

Un autre document récent de l'IDI examine le rôle des ISC dans l'audit du financement d'urgence. Plus précisément, ce document décrit les diagnostics des défis mondiaux auxquels sont confrontées les ISC et propose des actions connexes suivant les principes de l'indépendance des ISC énoncés dans la Déclaration de Mexico. Au cours de la période 2020-2021, le Fonds monétaire international (FMI) a fourni plus de 110 millions USD de financement lié à la COVID-19 à 85 pays. Bon nombre des accords de financement du FMI comprenaient des engagements des gouvernements bénéficiaires à fournir des garanties contre la fraude et la corruption, et pour un grand nombre de pays, cet engagement appelait à un audit de l'ISC.

Cependant, bien que certaines ISC aient un mandat spécifique pour enquêter sur les questions de fraude, avec des unités d'audit médico-légales établies à cette fin, la plupart des ISC auront des pouvoirs d'enquête limités. Dans ces cas, la coopération et la communication avec les services de détection et de répression, y compris les services de lutte contre la corruption, sont d'une importance capitale.

En conséquence, la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption a adopté une résolution intitulée « Renforcement de la collaboration entre les institutions supérieures de contrôle et les organismes de lutte contre la corruption afin de prévenir et de combattre plus efficacement la corruption ». Cette résolution de 2019, également connue sous le nom de Déclaration d'Abou Dhabi, souligne le rôle clé joué par les ISC dans la promotion de l'intégrité, de la responsabilité, de la transparence et de l'utilisation efficace des ressources publiques.

En outre, il rappelle qu'il importe de protéger, de sauvegarder et de renforcer l'indépendance nécessaire de ces institutions pour leur permettre de s'acquitter efficacement de leurs fonctions et de s'affranchir de toute influence indue. En 2019, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et l'INTOSAI ont signé un mémorandum d'accord pour promouvoir une plus grande implication des ISC dans la mise en œuvre de la CNUCC.<sup>8</sup>

## Engagements entre les ISC et les organisations de la société civile

Au cours des dernières années, de nombreuses ISC ont intensifié leurs efforts pour s'engager auprès du public en invitant les citoyens à participer au processus de sélection de l'audit et en augmentant la communication autour des conclusions de l'audit. Les ISC qui collaborent activement avec la société civile ont constaté que la coopération a permis d'effectuer des audits plus éclairés, de renforcer la surveillance et la responsabilité, et que la vulnérabilité des gouvernements à la corruption a été réduite.

En 2013, l'INTOSAI a adopté une nouvelle déclaration sur la valeur et les avantages des institutions supérieures de contrôle – faire une différence dans la vie des citoyens (INTOSAI P-12). La norme reconnaît les citoyens comme des bénéficiaires clés du travail des ISC, notant que la mesure dans laquelle une ISC peut faire une différence dans la vie des citoyens dépend de sa capacité à :

- i) renforcer la responsabilisation, la transparence et l'intégrité du gouvernement et des entités du secteur public ;
- ii) démontrer une pertinence continue pour les citoyens, le parlement et les autres parties prenantes,
- iii) être une organisation modèle en donnant l'exemple. Cette nouvelle référence sert de lien entre les citoyens en tant que bénéficiaires du travail des ISC et les agendas des OSC.

Les [Directives de l'IDI sur l'engagement avec les parties prenantes](#) notent qu'il existe de plus en plus de preuves pour démontrer la valeur ajoutée de l'engagement de la SAI-CSO autour du processus d'audit et de la supervision budgétaire. Les avantages pour les ISC peuvent inclure une efficacité accrue, car les parties prenantes peuvent aider à identifier les domaines de mauvaise gestion, d'inefficacité ou de corruption possibles en fournissant des informations précieuses pour le processus d'audit ou même en y participant. L'engagement SAI-CSO peut également conduire à une plus grande responsabilité de la part de l'entité auditée, ainsi qu'à un renforcement de la légitimité et de l'indépendance. Les OSC peuvent s'appuyer sur les informations produites par les ISC pour promouvoir des stratégies de plaidoyer alignées sur leurs propres programmes.

L'expérience du projet du [Renforcement des réseaux de responsabilité au sein de la société civile](#) de Transparency International montre que l'engagement SAI-CSO peut contribuer à accroître la propriété publique des processus d'audit. Par exemple, Transparency International Kenya collabore étroitement avec le Bureau du vérificateur général en fournissant un soutien technique pour le renforcement des capacités des OSC ainsi que l'élaboration d'outils et de stratégies pour la mise en œuvre de l'Audit de la responsabilité des citoyens (CAA).

L'Audit de la responsabilité des citoyens (CAA) est une forme d'audit participatif qui implique la participation et l'engagement des citoyens dans le processus d'audit formel, y compris l'obtention des points de vue et des voix des citoyens dans l'audit des programmes et des projets qui touchent directement leur vie. Transparency International Kenya élabore également des versions conviviales pour les citoyens des rapports d'audit et publie ses conclusions sur une plate-forme de données ouvertes pour la responsabilité publique.<sup>9</sup>

## Les relations entre l'ISC et la société civile en Argentine



Le Bureau national d'audit argentin a mis en place diverses stratégies pour associer les organisations de la société civile au processus d'audit. L'une des premières expériences a eu lieu lorsque, en 2004, les OSC représentant les personnes ayant des besoins spéciaux ont été invitées à participer à la conception du sujet d'un audit sur l'accessibilité des transports et de rejoindre certaines tâches de terrain. Ce faisant, les OSC ont été considérées non seulement comme des « points de référence », mais aussi comme des « participants » au processus d'audit. Depuis 2004, l'ISC argentine demande une réunion avec divers OSC pour qu'elles suggèrent des sujets d'audit à inclure dans le plan d'action de l'année suivante. Ce mécanisme est connu sous le nom de « planification participative ».

Un exemple [plus récent](#) rapporté par l'International Budget Partnership montre comment l'ISC argentine et la société civile ont uni leurs forces pour accroître la visibilité de deux audits de performance critiques du programme gouvernemental de lutte contre Chagas – une maladie infectieuse qui est devenue endémique. Les efforts de collaboration et de plaidoyer ont mené à une prise de conscience et à un engagement renouvelé du gouvernement dans la lutte contre la maladie.

Il existe un certain nombre d'autres façons dont les OSC peuvent soutenir le travail des ISC :

- Soumettre des éléments probants à des fins d'audit, ce qui permettra de mieux cerner les domaines possibles de mauvaise gestion, d'inefficacité et de corruption dans l'utilisation des ressources publiques. Par exemple, les éléments probants issus des audits sociaux qui évaluent la performance des programmes gouvernementaux peuvent aider les ISC lors de la réalisation d'audits de performance.<sup>10</sup>
- Joindre les programmes visant à susciter l'intérêt et la compréhension des citoyens pour la gestion et le contrôle des finances publiques.
- L'apprentissage mutuel, où les OSC peuvent en apprendre davantage sur l'audit public et les ISC peuvent bénéficier des connaissances techniques des OSC, ainsi que des méthodologies de suivi de l'utilisation des fonds publics (par exemple, enquêtes de suivi des dépenses publiques et audits sociaux).
- Simplification et large diffusion des résultats de la vérification auprès du public.
- Faire pression sur les institutions publiques pour qu'elles prennent des mesures correctives à l'égard des constatations contenues dans les rapports d'audit et appuyer les ISC en surveillant l'application des recommandations de l'ISC par l'exécutif.

Le **Partenariat budgétaire international** est un partenariat mondial d'analystes budgétaires, d'organismes communautaires et de défenseurs qui travaillent à faire progresser les systèmes budgétaires publics qui travaillent pour les personnes, et est un partenaire clé de l'INTOSAI dans ses efforts pour défendre l'indépendance de l'ISC. [L'Initiative de responsabilité en matière d'audit d'IBP](#) examine comment l'engagement stratégique entre les principaux acteurs de surveillance du gouvernement et de l'extérieur peut inciter à prendre des mesures à l'égard des constatations de l'audit public qui sont actuellement ignorées. Tout en engageant les auditeurs généraux actuels et anciens et les dirigeants des groupes de surveillance, l'initiative se concentre sur les pays où il existe déjà des interactions entre les ISC et la société civile sur les questions d'audit et un environnement favorable, des rapports d'audit ISC de bonne qualité et des organisations de la société civile qui ont un historique ou une capacité à promouvoir la responsabilité concernant l'utilisation des ressources publiques dans leurs pays.

Dans un exemple du Népal sur la façon dont [la société civile et les auditeurs s'associent pour lutter contre la corruption et l'inefficacité](#), IBP note que « les ISC trouvent souvent difficile d'amener les gouvernements à donner suite aux recommandations d'audit, et leurs rapports ont souvent une mauvaise visibilité auprès du grand public. C'est là que les organisations de la société civile (OSC) peuvent aider. Pour être efficaces, les deux doivent travailler ensemble. »

## Faire progresser la diffusion de l'audit grâce à l'engagement des OSC en Afrique du Sud



Au cours des 10 dernières années, le Vérificateur général des comptes de l'Afrique du Sud a adopté des méthodes de communication qui assurent la diffusion des rapports aux citoyens et aux autres parties prenantes concernées. En plus de publier des rapports et de les partager sur son site Web, les méthodes de diffusion comprennent l'information des citoyens par le biais de diverses plateformes médiatiques, y compris les médias sociaux, ce qui pourrait amplifier les messages d'audit clés.

Pendant la pandémie de COVID-19, le vérificateur général des comptes a accru son engagement auprès des citoyens et, par l'intermédiaire des OSC, en tant que passerelle vers les citoyens. Les OSC se sont présentées comme une source précieuse d'expériences de première main des services gouvernementaux et comme une source potentielle d'informations qui améliore l'identification des risques de l'audit. L'institution est actuellement en train d'établir des relations avec un certain nombre d'OSC afin de permettre une coopération plus large à l'avenir.<sup>11</sup>



# DÉFINITION DE L'INDÉPENDANCE DE L'ISC ET SES DÉFIS

“ L'indépendance de l'ISC peut être comprise comme la capacité d'une institution supérieure de contrôle à fonctionner de manière autonome par rapport au gouvernement, sans influence ni contrôle indus. Elle est considérée comme une condition fondamentale pour que les ISC s'acquittent efficacement de leur mandat. ”

La section explique le concept d'indépendance de l'ISC et la différence entre l'indépendance garantie par la loi (indépendance de jure) et l'indépendance dans la pratique (indépendance de facto). Elle décrit en outre

l'état actuel de l'indépendance de l'ISC et les défis communs à relever pour parvenir à l'indépendance. Regardez la vidéo d'IDI sur l'Indépendance des ISC [ici](#).

## Définition de l'indépendance des ISC – Déclarations de Lima et de Mexico (INTOSAI)

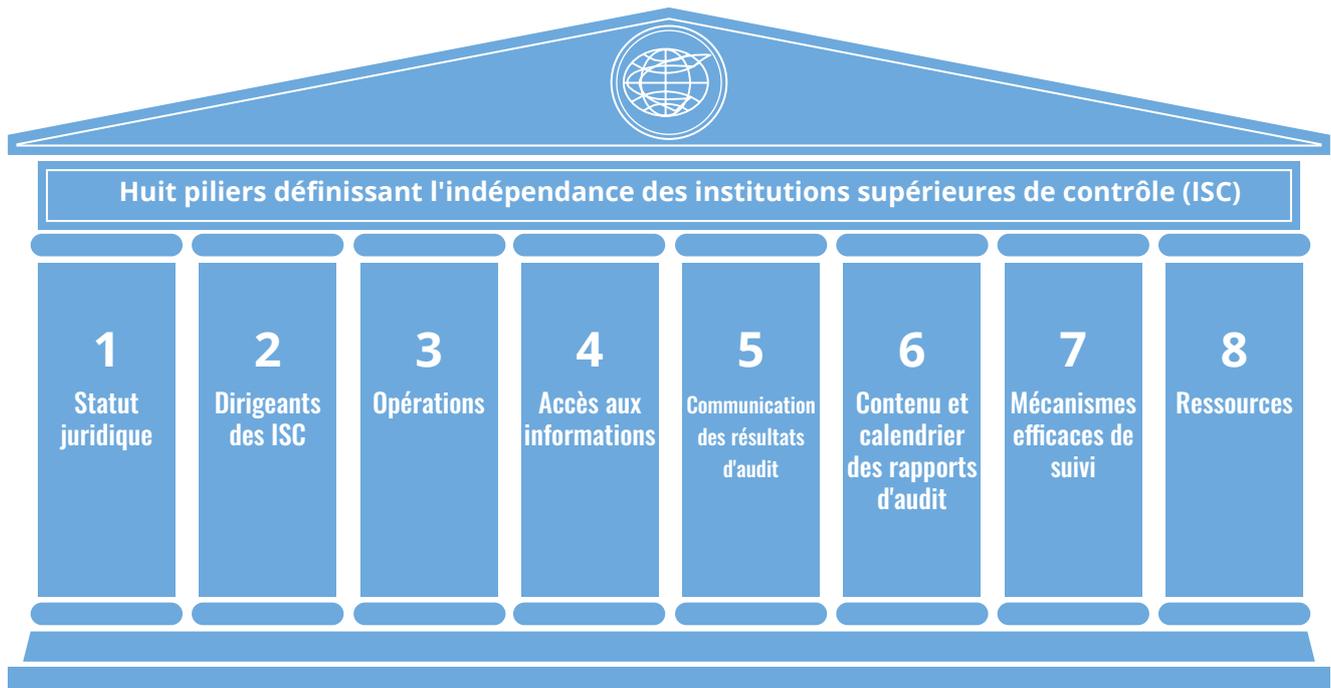


L'INTOSAI reconnaît depuis longtemps l'importance de l'indépendance des ISC et a joué un rôle déterminant dans la définition et l'intégration du concept d'indépendance des ISC. Les principes de l'indépendance des ISC ont été définis par l'adoption de deux documents clés : Les Déclarations de Lima et de Mexico (INTOSAI). Bien que ces déclarations ne soient pas juridiquement contraignantes, les valeurs et les principes qui y sont associés sont largement acceptés comme une aspiration à des ISC indépendantes dans le monde entier, et également reconnus par les Nations unies à travers deux résolutions approuvées en 2011 et 2014.

La **Déclaration de Lima (INTOSAI)**, entérinée en 1977, pose les principes de l'indépendance de l'audit du secteur public en termes méthodologiques et professionnels. Cette déclaration a été le premier document de l'INTOSAI à exposer en détail l'importance de l'indépendance des ISC, en rappelant aux membres de l'INTOSAI et à leurs parties prenantes que les ISC ne peuvent être objectives, crédibles et efficaces que si elles sont

indépendantes de l'entité auditée et protégées de toute influence extérieure. Tout en reconnaissant que les ISC ne peuvent pas être totalement indépendantes parce qu'elles font partie de l'État dans son ensemble, la Déclaration de Lima stipule que les ISC doivent avoir l'indépendance organisationnelle, fonctionnelle et financière nécessaire pour accomplir leurs tâches.

Après une prise de conscience accrue des défis auxquels sont confrontées les ISC, l'INTOSAI a publié un deuxième document clé en 2007, connu sous le nom de Déclaration de Mexico. La **Déclaration de Mexico de l'INTOSAI** développe les principes énoncés dans la Déclaration de Lima, allant au-delà de la conception traditionnelle de l'« indépendance » pour inclure des conditions telles que l'accès en temps opportun à l'information, des mandats étendus et des mécanismes de suivi. Il met en évidence les huit conditions suivantes, connues sous le nom de **pilliers de l'indépendance**, qui constituent la référence par rapport à laquelle l'indépendance d'une ISC peut être évaluée.



**1 Statut juridique :** L'existence d'un cadre constitutionnel/législatif/juridique approprié et efficace et de dispositions d'application de facto de ce cadre.

**2 Dirigeants des ISC :** L'indépendance des dirigeants des ISC et des membres (des institutions collégiales), y compris la sécurité d'occupation et l'immunité légale dans l'exercice normal de leurs fonctions.

**3 Opérations :** Un mandat suffisamment large et un pouvoir discrétionnaire absolu, dans l'exercice des fonctions des ISC.

**4 Accès aux informations :** Accès sans restriction aux informations.

**5 Communication des résultats d'audit :** le droit et l'obligation des ISC de rendre compte de leur travail.

**6 Contenu et calendrier des rapports d'audit :** la liberté de décider du contenu et du calendrier d'établissement des rapports d'audit, et le droit de publier et de diffuser ces rapports;

**7 Mécanismes efficaces de suivi :** l'existence de mécanismes efficaces de suivi des recommandations de l'ISC.

**8 Ressources :** une autonomie financière et administrative, ainsi que l'accès à des ressources humaines, matérielles et financières appropriées.

## Indépendance *de jure* et *de facto*

L'indépendance juridique ou *de jure* fait référence à la prise en compte des principes d'indépendance de l'INTOSAI dans la constitution et le cadre juridique d'un pays. La création de l'institution est normalement inscrite dans la constitution du pays, tandis que les détails concernant

l'indépendance fonctionnelle, organisationnelle et financière est incluse dans la législation sur l'audit. Bien que les expressions constitutionnelles et juridiques de l'indépendance soient importantes, il est également fondamental pour les ISC de construire et de consolider leur indépendance dans la pratique. C'est ce qu'on appelle l'indépendance *de facto*.

## DÉFIS DE L'INDÉPENDANCE DES ISC

L'indépendance est essentielle pour que les ISC puissent remplir efficacement leur rôle de surveillance. Dans les cas où une ISC est contrôlé par l'exécutif ou limité dans d'autres fonctions, il peut non seulement être limité dans sa fonction de responsabilité, mais dans le pire des cas même devenir une partie du problème qu'il est établi à traiter.

Comme l'a soutenu le Centre de ressources anticorruption U4 dans une publication intitulée [Repenser la lutte contre la corruption dans les régimes démocratisants](#), les institutions étatiques mises en place pour demander des comptes aux gouvernements, telles que les commissions anticorruption et les ISC, peuvent être capturées et utilisées à mauvais escient comme outils pour cibler les opposants politiques. À ce titre, il est important de s'assurer que les ISC sont indépendantes du contrôle ou de l'influence politique – un point principal de cette trousse de ressources.

Des exemples de menaces à l'indépendance d'une ISC peuvent aller de l'ingérence très directe de l'exécutif dans les opérations d'une ISC à la révocation pure et simple du vérificateur général, ou à des ingérences plus subtiles sous la forme d'un contrôle budgétaire

ou opérationnel.

Les défis communs liés à l'indépendance des ISC comprennent :

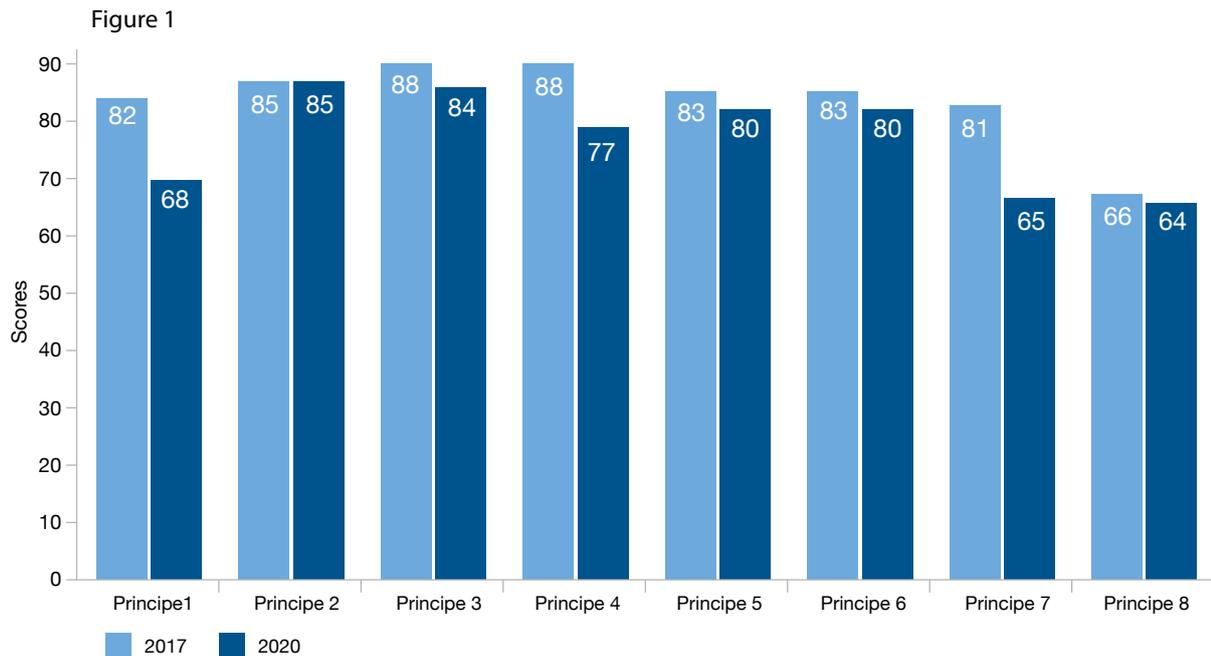
- contrôle exécutif sur les processus entourant la nomination ou le congédiement des dirigeants des ISC
- ingérence politique dans les opérations d'une ISC, par le contrôle de la sélection et de la portée de ses audits
- contrôle exécutif sur le budget et les ressources humaines des ISC
- restrictions à l'accès aux informations
- restrictions à la diffusion des rapports
- menaces juridiques ou non juridiques pour les ISC selon les constatations de l'audit
- absence de mécanismes efficaces de suivi des recommandations des ISC

Les preuves montrent que l'indépendance des ISC est remise en question dans de nombreuses régions du monde. Le Bilan mondial 2020 des ISC constate que l'indépendance des institutions supérieures de contrôle s'est détériorée ces dernières années.

### Suspension du Vérificateur général en Sierra Leone



À la fin de 2021, le Vérificateur général en Sierra Leone et son adjoint ont été suspendus par le président peu avant la publication du rapport d'audit annuel. Le rapport d'audit, qui portait sur l'utilisation des dépenses d'urgence pendant la pandémie de COVID-19, mettrait en lumière une mauvaise gestion généralisée des finances publiques pendant la pandémie, impliquant le président et son épouse. L'affaire a déclenché le mécanisme de plaidoyer rapide pour l'indépendance des ISC (Independence Rapid Advocacy Mechanism, SIRAM), un outil discuté plus loin dans ce kit de ressources, et a conduit à une [Déclaration de Préoccupation du](#) Secrétariat Général de l'INTOSAI, de l'IDI et de l'AFROSAI. La communauté des donateurs, les acteurs multilatéraux et la société civile ont uni leurs forces pour faire pression sur le gouvernement afin qu'elle publie le rapport d'audit et rétablisse le Vérificateur général. Bien que le rapport d'audit ait été publié, le procès du Vérificateur général suspendu n'avait pas encore commencé en mars 2022.



La figure ci-dessus montre que les scores d'indépendance des ISC participant à l'enquête de bilan mondial ont diminué dans sept des huit principes de la Déclaration de Mexico de 2017 à 2020. Cette baisse a été particulièrement marquée dans les pays à faible revenu. Les éléments de preuve montrent également que l'indépendance financière et administrative des ISC est et reste faible, et qu'il existe de plus en plus d'exemples d'ingérence de l'exécutif dans les budgets des ISC.

En outre, la pandémie de COVID-19 a eu un impact significatif sur les budgets des ISC. De nombreuses ISC ont une protection juridique limitée ou insuffisante contre le renvoi injuste des dirigeants des ISC, et un accès limité aux informations et un manque de capacité à donner suite aux rapports d'audit. Beaucoup de ces tendances ont été exacerbées par la pandémie mondiale, comme le conclut un récent rapport de l'IDI sur [l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'indépendance de l'ISC](#).

## Restrictions d'accès aux informations à Chypre



En 2020, le Bureau national d'audit de Chypre s'est vu refuser l'accès aux informations relatives à l'audit de l'accès à la citoyenneté chypriote par le biais du mécanisme du « passeport d'or », qui était à la seule discrétion de l'exécutif. L'ISC s'est vu refuser l'accès aux informations au motif que le procureur général avait mis sur pied une commission ad hoc pour enquêter sur la question et que l'ISC ne pouvait reprendre son audit ou accéder aux informations pertinentes qu'une fois que la commission aurait déposé son rapport. Une demande de soutien au plaidoyer a été envoyée à l'IDI et après une consultation approfondie avec un large éventail de parties prenantes au niveau national, l'IDI a conclu qu'il y avait eu une violation de l'indépendance des ISC. Une déclaration de préoccupation a été publiée, ce qui a suscité une grande attention de la part des médias. Peu de temps après, le comité de contact des ISC de l'Union européenne, un organisme distinct de l'INTOSAI dirigé par la Cour des comptes européenne, suivi d'une déclaration personnelle, a finalement pu accéder aux informations et effectuer son audit comme prévu.

# OUTILS ET RESSOURCES POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE UTILISÉS POUR SAUVEGARDER L'INDÉPENDANCE DES ISC

Avec l'indépendance des ISC menacées, les OSC jouent un rôle crucial en tant qu'observateurs pour sauvegarder le travail des institutions supérieures de contrôle et veiller à ce qu'elles continuent à demander des comptes aux gouvernements pour le bien public. Cette section examine divers outils et ressources disponibles pour les OSC afin de promouvoir et de renforcer l'indépendance des ISC aux niveaux national, régional et mondial.



## OUTILS DE PLAIDOYER

### **Le mécanisme de plaidoyer rapide pour l'indépendance des ISC (SAI Independence Rapid Advocacy Mechanism, SIRAM)**

En réponse aux menaces croissantes à l'indépendance des ISC dans le monde, l'IDI a développé le [mécanisme de plaidoyer rapide pour l'indépendance des ISC \(SAI Independence Rapid Advocacy Mechanism, SIRAM\)](#) pour aider les ISC à répondre aux menaces et aux violations de leur indépendance. L'outil a été conçu pour fournir une réponse opportune et coordonnée par diverses parties prenantes, telles que les OSC et les donateurs, à ces menaces et violations. Bien que le SIRAM soit principalement conçu comme un outil pour les ISC, les demandes peuvent provenir d'OSC et d'autres parties prenantes. Toutefois, l'ouverture

d'une affaire SIRAM est fondée sur le soutien des dirigeants des ISC en question.

La mise en œuvre de SIRAM a débuté en 2019 avec des cas pilotes en Macédoine du Nord et en Somalie. Depuis lors, la demande d'assistance par le biais du mécanisme SIRAM a augmenté, les processus ayant déjà traité une affaire avec les ISC du Ghana. En 2021, le mécanisme SIRAM a reçu des demandes de Chypre, de la Colombie, de la République dominicaine, du Myanmar, de la Pologne, du Soudan et de la Sierra Leone. La publication de la [déclarations de préoccupation](#) a été un mécanisme de réponse commun dans plusieurs de ces cas.

Pour gagner de la crédibilité, l'IDI mène un processus ouvert et transparent impliquant les parties prenantes qui font partie du contexte de l'ISC. Dans les cas de la Colombie, de l'Équateur et de la Sierra Leone, l'IDI a mené des consultations avec des organisations de la société civile afin de mieux comprendre les menaces auxquelles sont confrontées les ISC dans ces pays.

En particulier, la participation des sections locales de Transparency International s'est révélée très efficace pour transmettre des connaissances contextuelles sur les défis de l'indépendance et a fourni des informations clés sur la phase d'évaluation qu'il n'aurait pas été possible d'inclure sans leur contribution.

Pour mieux comprendre les quatre étapes du processus SIRAM et la façon dont les OSC peuvent fournir des commentaires, veuillez vous référer à la figure à la page suivante.

## COMPRENDRE LE PROCESSUS SIRAM



### 1

Les OSC peuvent **informer** l'IDI d'une menace ou d'une violation de l'indépendance d'une ISC.

Parmi les autres parties prenantes qui peuvent également informer figurent l'ISC elle-même, un organisme de l'INTOSAI ou un partenaire de développement. En outre, les OSC peuvent être consultées par l'IDI pour obtenir leur point de vue sur la situation. Des informations sur les rapports peuvent être trouvées sur les sites Web de l'IDI ou du SIRC et la menace peut être envoyée directement par courrier électronique à l'équipe d'examen à l'adresse [independent.sai@idi.no](mailto:independent.sai@idi.no). Toutes les soumissions sont traitées de manière confidentielle, sauf indication contraire, et seront traitées par l'équipe Indépendance des ISC de l'IDI dans les 30 jours. Le processus SIRAM complet sera déclenché quand et s'il y a le soutien des dirigeants des ISC.



### 4

**Suivi** : Les OSC et l'IDI surveilleront la façon dont la réponse est

mise en œuvre et vérifier si d'autres mesures supplémentaires sont nécessaires. Les OSC jouent également un rôle clé dans la promotion d'un suivi efficace des recommandations.



### 2

**Évaluer** le cas : Les OSC peuvent aider l'IDI en donnant des

commentaires et confirmant la menace à l'indépendance. Cela permet à l'IDI de mieux établir la crédibilité et la légitimité plus large de toute menace découverte au cours du processus d'évaluation.



### 3

**Répondre** à la menace. Les OSC avec l'IDI et d'autres

parties prenantes peuvent renforcer l'impact des outils existants, en :

- participant activement aux activités de plaidoyer organisées par l'IDI ;
- émettant une déclaration de préoccupation ;
- soutenant le développement de réformes juridiques.

En utilisant le processus SIRAM, les OSC, ainsi que l'INTOSAI et la communauté du développement, peuvent fournir une réponse de plaidoyer adéquate et opportune aux nouveaux développements politiques, constitutionnels ou institutionnels, qui peuvent affecter négativement l'indépendance d'une ISC. L'expérience acquise à ce jour a montré qu'il importait de tenir de larges consultations au niveau des pays pour garantir une réponse efficace.

L'engagement actif des OSC sur le terrain est significatif, comme on l'a vu récemment dans le cas de la Colombie où les consultations de l'IDI avec plusieurs OSC, y compris la section locale de Transparency International, ont conduit à une vision plus profonde et plus équilibrée des défis de l'indépendance auxquels sont confrontés les ISC.

Pour plus d'informations sur le processus SIRAM, veuillez consulter cette [vidéo](#).

## Le processus SIRAM au Ghana



En juin 2020, le président du Ghana a ordonné au vérificateur général des comptes, M. Daniel Domolevo, de prendre ses 167 jours de congé accumulés, en se référant aux dispositions de la loi sur le travail. La décision était accompagnée d'une directive de remettre toutes les questions relatives à son bureau à l'un de ses adjoints.

Le mécanisme de plaidoyer rapide pour l'indépendance des ISC (SAI Independence Rapid Advocacy Mechanisms, SIRAM) a été lancé, à la demande du vérificateur général du Ghana, qui a remis en question les implications pour le l'indépendance constitutionnelle du Bureau, en référence aux principes 1 (cadre constitutionnel), 2 (indépendance des dirigeants des ISC) et 8 (autonomie financière et administrative) de la Déclaration de Mexico. Cette demande a déclenché un processus approfondi de consultations avec les parties prenantes au Ghana, y compris les représentants du gouvernement, les organisations de la société civile et la communauté des donateurs. Cela a conduit à une [déclaration de préoccupation](#) émise par l'IDI en juillet 2020, appelant toutes les parties à tenir pleinement compte du principe d'indépendance des dirigeants et des membres des ISC, y compris la sécurité d'occupation et l'immunité légale dans l'exercice normal de leurs fonctions.

L'affaire a également suscité l'intérêt et l'engagement de la société civile au Ghana. En juillet 2020, une [déclaration](#) signée par la Coalition des OSC contre la corruption, avec plusieurs membres, y compris la section locale de Transparency International, a été impliquée appelant les citoyens du Ghana à « soutenir et protéger l'indépendance du vérificateur général et de son bureau » et à soutenir la campagne intitulée #BringBackDomelevo. La coalition d'organisations de la société civile [a également déposé une requête](#) devant la Cour suprême pour contester la décision du Président.

L'affaire démontre le rôle complémentaire que les OSC et la communauté de l'audit peuvent jouer pour signaler les menaces à l'indépendance et servir de défenseurs clés de l'indépendance des ISC.

## Exemples d'engagement et de plaidoyer des OSC pour sauvegarder l'indépendance des ISC

Les OSC jouent un rôle intergouvernemental dans l'organisation des communautés autour du plaidoyer et de l'engagement liés à l'indépendance des ISC. Voici des exemples de la façon dont les OSC peuvent promouvoir l'indépendance :

- superviser les processus transparents de nomination et/ou de révocation des responsables des ISC, en vue d'assurer leur indépendance.
- plaidoyer en faveur d'une réforme législative visant à renforcer l'indépendance juridique des ISC.

- demander la publication de rapports de vérification, contribuant ainsi à la publication et à la diffusion en temps opportun.
- plaidoyer pour l'indépendance des ISC par le biais du mécanisme de plaidoyer rapide pour l'indépendance des ISC (SAI Independence Rapid Advocacy Mechanism, SIRAM) et au-delà.

Un exemple en est le cas de Transparency International Kenya dans sa contribution à la sauvegarde de l'indépendance du vérificateur général au Kenya, qui est expliquée dans l'étude de cas ci-dessous.

## Plaidoyer des OSC pour l'indépendance des ISC : Transparency International Kenya



En 2016, Transparency International Kenya a présenté une pétition contestant plusieurs dispositions de la Loi sur la vérification publique (2015) qui, entre autres, (i) donnait à l'exécutif, par l'intermédiaire de la Commission de la fonction publique, une certaine mesure de contrôle sur son personnel pour le bureau du vérificateur général, et (ii) instituait un comité consultatif de vérification ayant le pouvoir de conseiller le

vérificateur général sur l'exercice de ses fonctions. Ils ont soutenu que ces dispositions portaient atteinte au mandat constitutionnel et à l'indépendance du vérificateur général.

La Cour a convenu que le Bureau du vérificateur général devrait avoir autorité sur ses ressources humaines, y compris la nomination du personnel. Elle a également conclu que la création d'un conseil consultatif nuisait à l'indépendance institutionnelle et individuelle des ISC, car le conseil conseillerait le vérificateur général sur la façon de s'acquitter de son mandat en vertu de la constitution. Elle a déclaré inconstitutionnelles les dispositions qui affectaient l'indépendance du vérificateur général.

Étant donné que les institutions supérieures de contrôle ne peuvent pas surmonter seules les menaces à l'indépendance, les collaborations par le biais de l'engagement des ISC-CSO peuvent améliorer la capacité des ISC à maintenir leur indépendance chaque fois qu'une menace survient. En s'engageant tôt dans la promotion des relations avec les OSC en tant que parties prenantes importantes, les menaces possibles peuvent être identifiées et traitées plus tôt. En outre, tant les ISC que les OSC gagnent des partenaires importants dans l'écosystème de responsabilité et la lutte contre la corruption.

En travaillant ensemble pour atténuer les menaces à l'indépendance des ISC, les OSC et les ISC peuvent se référer et utiliser les outils et les ressources fournis dans ce kit de ressources pour d'autres actions.

Un exemple d'un tel engagement est la tenue d'un atelier multipartite, comme expliqué dans l'étude de cas ci-dessous présentant un atelier pilote de ce kit de ressources aux Îles Salomon.

## Atelier des ISC-OSC : Pilotage du kit de ressources aux Îles Salomon



En septembre 2022, l'IDI et le vérificateur général aux Îles Salomon ont organisé un atelier pour les OSC afin d'expliquer le rôle des ISC, pourquoi son indépendance est si importante et d'examiner une version pilote de ce kit de ressources pour les OSC.

Au cours de l'atelier d'une demi-journée, le vérificateur général a rassemblé plus de 40 participants de la communauté des OSC pour une discussion d'experts et des questions et

réponses subséquentes avec le Vérificateur général. Les participants ont également participé à une séance de plongée approfondie sur le processus SIRAM et la mise en œuvre pratique de ce kit de ressources pour recueillir des commentaires sur son utilité.

Cet événement montre à quel point il est facile pour les parties prenantes de se réunir en utilisant le kit de ressources comme point de départ pour le dialogue et pour inspirer de nouvelles actions avec les acteurs de l'écosystème de responsabilité.



## OUTILS D'ÉVALUATION

### Le cadre de mesure du rendement des ISC

Le cadre de [mesure du rendement des ISC](#) (SAI PMF) est un outil que les OSC peuvent utiliser pour mesurer les forces et les faiblesses d'une ISC à travers des évaluations factuelles des fondements et des pratiques des institutions. Ses critères sont basés sur les normes internationales publiées par l'INTOSAI et d'autres meilleures pratiques internationales. L'exercice est réalisé au moyen d'une analyse basée sur des indicateurs et d'une évaluation qualitative de la performance, qui aide les ISC à identifier les bonnes pratiques et les besoins en capacités.

Le cadre couvre six domaines jugés fondamentaux pour les opérations des ISC. Le domaine A évalue l'indépendance des ISC, y compris son rôle et sa position en vertu de la constitution du pays et si l'indépendance et la direction des ISC sont protégées par celle-ci. Il analyse le cadre juridique actuel régissant les ISC et son application de facto. Il couvre l'autonomie juridique et opérationnelle, telle que définie par la Déclaration de Mexico, y compris la protection contre l'ingérence d'autres branches du pouvoir, et la capacité de planifier ses opérations et de budgétiser et planifier les ressources humaines et l'indépendance du processus entourant la nomination des dirigeants des ISC.

L'analyse est complétée par l'évaluation du mandat des ISC, couvrant le cadre juridique et les pratiques actuelles, ainsi que les récentes interférences de l'exécutif. L'évaluation vise à déterminer si le mandat des ISC est suffisamment large pour remplir son rôle, si elle a accès aux informations et dans quelle mesure elle a le droit et l'obligation de rendre compte de ses travaux.

Bien que l'outil de Cadre de mesure du rendement des ISC (SAI PMF) soit généralement mis en œuvre en interne par l'ISC ou par ses pairs (autres ISC), les OSC peuvent participer ou contribuer au processus en consultation avec les ISC. Les résultats des évaluations du Cadre de mesure du rendement des ISC (SAI PMF) sont la propriété des ISC, qui décideront de publier ou non le rapport. Dans les cas où les rapports sont publiés, les rapports du Cadre de mesure du rendement des ISC (SAI PMF) peuvent devenir un outil

utile pour les OSC pour accéder à des informations sur l'état d'indépendance des ISC et plaider pour l'amélioration de toutes les domaines faibles identifiées. Dans les pays où les ISC n'ont pas effectué d'évaluations, les OSC peuvent mener une évaluation externe en collaboration ou en consultation avec les ISC. L'évaluation de l'indépendance des ISC peut constituer une base de données probantes utile pour demander des améliorations.

### Le rapport d'inventaire mondial des ISC

Le [Rapport d'inventaire mondial des ISC](#) de l'IDI donne un aperçu des capacités des ISC à l'échelle mondiale, sur la base des trois dernières années. Le but du bilan est de surveiller et de détecter les changements dans la performance des ISC au fil du temps, et d'identifier les domaines où les ISC ont besoin de soutien pour évoluer. En outre, le rapport analyse les résultats des ISC dans un contexte plus large, en examinant la performance des ISC en ce qui concerne les systèmes gouvernementaux et les facteurs économiques, en plus de ventiler les résultats selon les régions de l'INTOSAI. Les principales données du rapport sont les réponses de l'enquête mondiale de l'INTOSAI. Le rapport comprend un chapitre sur l'indépendance des ISC, qui montre les tendances mondiales et régionales. Le bilan peut indiquer aux OSC des domaines potentiels de collaboration avec les ISC pour améliorer leur indépendance et leur performance. Il convient de souligner que 64 % des ISC ne communiquent pas, ou à un degré limité, régulièrement avec les organisations de la société civile.

### Indice d'indépendance des ISC de la Banque mondiale

L'indice d'indépendance des ISC présente des informations sur l'indépendance juridique et opérationnelle des ISC dans 118 pays. L'évaluation est basée sur 10 indicateurs, considérés comme les plus critiques pour l'indépendance des ISC. Les résultats sont destinés à compléter les normes ISSAI, l'outil du Cadre de mesure du rendement des ISC (SAI PMF) de l'INTOSAI et d'autres outils et approches qui fournissent un aperçu de l'indépendance des ISC. Elle adapte spécifiquement la dimension clé de l'indépendance en un outil plus simple pour les évaluations par le personnel de la Banque mondiale qui doivent être entreprises à intervalles réguliers pour chaque pays client, ce qui

permet une évaluation crédible et raisonnable de l'indépendance des ISC. L'indice d'indépendance des ISC est un outil très utile pour les OSC afin de mieux comprendre l'état de l'indépendance des ISC dans leurs pays et d'appeler à l'amélioration dans les domaines identifiés comme faibles à travers les 10 indicateurs.

## Système national d'intégrité de Transparency International

Le [système national d'intégrité](#) (NIS) est un outil d'évaluation développé par Transparency International, et peut donc être utilisé par d'autres OSC, qui évaluent les institutions clés dans le système de gouvernance d'un pays, y compris les ISC. Il évalue leur capacité globale, leurs systèmes et procédures de gouvernance interne, ainsi que leur rôle dans le système global d'intégrité. Par exemple, il évalue l'étendue de l'indépendance de jure et de facto des ISC dans le pays.

## Cadre de mesure de la performance de la gestion des finances publiques

Le [Cadre des Dépenses publiques et Responsabilité financière \(PEFA\)](#) est un autre outil de la Banque mondiale qui peut être utile aux OSC pour mieux comprendre la performance des ISC et leur indépendance grâce à une évaluation plus large des systèmes de gestion des finances publiques (GFP) des pays.

## Enquête sur le Budget Ouvert 2021

[L'Enquête sur le budget ouvert du](#) Partenariat international pour le budget est publiée deux fois par an et comprend de multiples questions sur le rôle des ISC dans la reddition de comptes budgétaire. Par exemple, une question d'enquête est : « Le processus de nomination (ou de reconduction) du chef actuel des ISC s'est-il déroulé d'une manière qui garantit son indépendance ? ».

## Indice de l'état de droit du Projet mondial de justice (World Justice Project)

Le [L'Indice de l'état de droit du Projet mondial de justice \(World Justice Project\)](#) est un outil d'évaluation

quantitative conçu pour donner une image détaillée et complète de la mesure dans laquelle les pays adhèrent à l'état de droit dans la pratique. L'un des indicateurs mesure si les ISC, ainsi que les organismes nationaux de défense des droits de l'homme, jouissent d'une indépendance suffisante et sont en mesure d'exercer des contrôles et une surveillance efficaces sur le gouvernement.



## RESSOURCES

### Le Centre de ressources pour l'indépendance des ISC (SIRC)

Le [Centre de ressources pour l'indépendance des ISC](#) (SIRC) est un centre de connaissances en ligne sur le sujet de l'indépendance des ISC. Il est hébergé par l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) et géré par le flux de travail des ISC indépendantes de l'IDI. Le Centre de ressources pour l'indépendance des ISC (SIRC) héberge une vaste collection de documents sur l'indépendance des ISC, y compris des publications de gouvernements, d'ONG, d'organisations de développement, de l'INTOSAI, de l'OCDE et de l'ONU, et comprend une section sur les dernières recherches universitaires sur l'indépendance des ISC. Tous les documents sont répertoriés sur le site Web du centre de ressources, qui fournit un aperçu complet des huit [principes clés qui définissent l'indépendance des ISC](#), y compris des exemples de la manière dont les principes sont appliqués dans la pratique.

### Documents normatifs

[Résolution A/Res/66/209](#) de l'ONU : Intitulée « Promouvoir l'efficacité, la responsabilité, l'efficacité et la transparence de l'administration publique en renforçant les institutions supérieures de contrôle », cette résolution est l'une des deux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies qui traitent des travaux des ISC. La résolution, adoptée en décembre 2011, souligne l'importance des ISC indépendantes et efficaces pour améliorer la gouvernance et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Il prend note avec satisfaction des travaux de l'INTOSAI et encourage tous les membres de l'ONU à continuer de travailler avec l'INTOSAI pour promouvoir la bonne gouvernance en assurant l'efficacité, la responsabilité, l'efficacité et la transparence grâce à des ISC renforcées.

[INTOSAI-P 1 : La Déclaration de Lima](#) : Cette déclaration de 1977 définit les éléments fondamentaux pour que les institutions d'audit puissent mener à bien leurs travaux et obtenir des résultats indépendants et objectifs. Elle est considérée comme le document fondateur des travaux des ISC et de l'audit gouvernemental, et les principes établis dans la Déclaration de Lima ont été reconnus par l'Assemblée générale des Nations Unies dans les deux résolutions susmentionnées.

[INTOSAI-P 10 : La Déclaration de Mexico sur l'indépendance des ISC](#) : La Déclaration de Mexico développe la question de l'indépendance des ISC telle qu'elle est énoncée dans la Déclaration de Lima. Elle présente huit principes fondamentaux, ou piliers, de l'indépendance des ISC.

[INTOSAI-P 12 : La valeur et les avantages des institutions supérieures de contrôle – faire une différence dans la vie des citoyens](#) : Cette publication de l'INTOSAI énonce 12 principes que les ISC et le personnel des ISC devraient suivre. Ils sont construits autour de « l'attente fondamentale des ISC qui font une différence dans la vie des citoyens ». Le premier principe favorise la sauvegarde de l'indépendance des ISC.

[Déclaration d'Abou Dhabi sur le renforcement de la collaboration entre les institutions supérieures de contrôle et les organismes de lutte contre la corruption afin de prévenir et de combattre plus efficacement la corruption](#) : Cette résolution de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) de 2019 souligne le rôle clé joué par les institutions supérieures de contrôle dans la prévention et la lutte contre la corruption et rappelle, à cet égard, l'importance de protéger et de sauvegarder et de renforcer l'indépendance nécessaire de ces institutions.

## Recherches et documents d'orientation

[Analyse documentaire sur l'indépendance des institutions supérieures de contrôle](#) : Cette analyse documentaire synthétise les principales conceptions sur l'indépendance des ISC à partir de publications universitaires ainsi que de documents de politique d'organisations internationales, de donateurs bilatéraux et d'organisations de la société civile. L'analyse vise à saisir comment l'indépendance des ISC est perçue par l'analyse des documents académiques et praticiens.

[Impact de la pandémie de COVID-19 sur l'indépendance des institutions supérieures de contrôle](#) : Ce document occasionnel de l'IDI publié en 2021 est basé sur une enquête de 132 ISC et évalue l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'indépendance des ISC telle que définie par la déclaration de Mexico (INTOSAI).

[Le rôle des institutions supérieures de contrôle dans la lutte contre la corruption](#) : Une publication de 2018 de Transparency International et du Centre de ressources anticorruption U4 (U4 Anti-Corruption Resource Centre), qui décrit comment les ISC peuvent aider à lutter contre la corruption et à améliorer la transparence.

[Guide thématique : Audit externe et surveillance](#) : Ce guide de Transparency International analyse le rôle joué par les ISC en tant qu'acteurs de contrôle, y compris dans la lutte contre la corruption.

[Lorsque les institutions supérieures de contrôle collaborent avec la société civile : Exploration des leçons tirées de l'Initiative latino-américaine de transparence, de participation et de responsabilité](#) : Ce mémoire du Centre de ressources anticorruption U4 fournit un aperçu et des enseignements tirés de l'Initiative de participation et de responsabilité en matière de transparence, qui était axée sur le renforcement de la responsabilité publique grâce à la collaboration entre les OSC et les ISC dans 13 pays d'Amérique latine.

[Répondre aux défis des institutions supérieures de contrôle : Les législatures et la société civile peuvent-elles aider ?](#) Ce document du Centre de ressources anticorruption U4 explore les défis auxquels sont confrontées les ISC et suggère comment elles peuvent surmonter certaines d'entre elles en formant et en renforçant des alliances avec les parlements et la société civile.

## Ressources sur l'engagement de la société civile et les ISC

[Engagement avec la société civile – Un cadre pour les ISC](#) : Cette publication 2021 du Comité de Renforcement des Capacités de l'INTOSAI est destinée aux ISC qui ont pris, ou envisagent de prendre, une décision stratégique pour renforcer leur engagement et leur coopération avec la société civile dans le but d'améliorer leur impact d'audit. Bien que le cadre soit destiné aux ISC, il peut également être bénéfique pour les parties prenantes telles que les OSC.

[Faire participer les citoyens au processus d'Audit](#) : Cet e-guide de l'Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia (ACIJ) propose quatre modules sur l'engagement des ISC-OSC couvrant :

- (i) les bases de la mission des institutions supérieures de contrôle ;
- (ii) les outils et les méthodes pour l'engagement des citoyens des ISC ;
- (iii) les aspects opérationnels de la planification, de l'établissement et du maintien de partenariats entre les ISC et les OSC dans le cycle d'audit ; et
- (iv) à quoi ressemble une collaboration réussie et comment mesurer l'impact.

[Guide d'engagement des ISC avec les parties prenantes](#) : Cette publication de l'IDI fournit des conseils aux ISC sur la façon de s'engager avec les parties prenantes externes, telles que les OSC.

Les [Histoires de filtre du Partenariat budgétaire international](#) fournissent des exemples de la façon dont la coopération entre les ISC et la société civile a accru l'impact des audits des ISC.

Le [Recueil des pratiques novatrices des institutions supérieures de contrôle en matière de responsabilité](#) du public est le fruit d'une collaboration entre l'INTOSAI et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

Cet article de blog de la Banque mondiale met l'accent sur comment la [collaboration entre les institutions supérieures d'audit et les citoyens est essentielle pour assurer la responsabilité et la transparence de la réponse d'un gouvernement à la COVID-19](#).

[Questions critiques pour le renforcement des institutions supérieures de contrôle dans les pays en développement](#) : Le document examine comment les ISC dans les pays en développement peuvent soutenir leur mandat dans le contexte de systèmes de gouvernance faibles. Il couvre cinq questions critiques pour le renforcement des ISC dans les pays en développement :

- i) Indépendance des ISC ;
- ii) Responsabilité des ISC ;
- iii) Pertinence des ISC et engagement des citoyens ;
- iv) Stratégie des ISC pour la lutte contre la corruption ; et
- v) Professionnalisation des ISC



## PRINCIPALES PARTIES PRENANTES

### INTOSAI

Presque toutes les ISC d'un pays membre de l'ONU sont membres de l'Organisation internationale des institutions supérieures de **contrôle** ([INTOSAI](#)). L'INTOSAI est une organisation bénévole et non politique qui œuvre pour promouvoir les normes d'audit, la bonne gouvernance des ISC et l'indépendance des ISC, entre autres travaux. L'INTOSAI dispose de nombreux comités et groupes de travail qui examinent des questions particulièrement pertinentes pour les ISC, telles que l'élaboration de normes professionnelles pour l'audit du secteur public, le partage des connaissances et le renforcement des capacités.

L'INTOSAI est dirigée par le Secrétariat général qui est hébergé par l'ISC d'Autriche à Vienne. Le Secrétariat général fournit un appui administratif stratégique et central à l'INTOSAI et assure la liaison avec les principaux partenaires de l'INTOSAI, tels que l'Organisation des Nations Unies.

Les sept organisations régionales de l'INTOSAI peuvent également être des partenaires importants dans les efforts visant à promouvoir l'indépendance des ISC. Les régions sont AFROSAI (Afrique, avec deux groupes sous-régionaux, CREFIAF pour l'Afrique francophone et AFROSAI-E pour l'Afrique anglophone), ARABOSAI (Moyen-Orient et Afrique du Nord), ASOSAI (Asie), CAROSAI (Caraïbes), EUROSAI (Europe et Eurasie), OLACEFS (Amérique latine) et PASAI (Océanie).

[L'Initiative de développement de l'INTOSAI \(IDI\)](#) est un organisme indépendant de l'INTOSAI chargé de renforcer les capacités des ISC dans les pays en développement. En 2022, l'IDI travaille avec des ISC dans plus de 160 pays. Le modèle de prestation de l'IDI s'articule autour de quatre axes thématiques : ISC indépendantes, ISC bien gérées, ISC professionnelles et ISC pertinentes. Il fournit un soutien bilatéral direct à certaines ISC individuelles, et travaille également sur des questions stratégiques et transversales qui affectent toutes les ISC, telles que la culture et le leadership, les communications et la gestion des parties prenantes, ainsi que l'inclusivité et le genre.

La promotion de l'indépendance des ISC est une

priorité clé pour l'IDI. Le flux de travail des ISC indépendantes gère le Centre de ressources pour l'indépendance des ISC et le Mécanisme de plaidoyer rapide pour l'indépendance des ISC (SIRAM). De plus, il travaille directement avec les ISC du monde entier pour les aider à renforcer et à maintenir leur indépendance.

La [coopération INTOSAI-Donateurs \(IDC\)](#) a été créée en 2009 lorsque l'INTOSAI et la communauté des donateurs ont signé un protocole d'entente visant à améliorer, à accroître et à harmoniser l'appui des donateurs aux plans stratégiques des ISC. Garantir l'indépendance des ISC est une priorité clé pour les membres de l'IDC, qui comprend l'INTOSAI et 23 organisations donatrices mondiales et régionales et partenaires de développement. L'IDC soutient les ISC dans le monde entier et joue un rôle crucial en réunissant des partenaires pour renforcer la capacité des ISC à renforcer leur rôle de surveillance et de responsabilité.

En janvier 2022, [la très honorable Helen Clark a été nommée ambassadrice itinérante pour l'indépendance des ISC](#) au nom de la coopération INTOSAI-Donateurs. Mme Clark sensibilisera les gouvernements et les autres parties prenantes du monde entier à l'importance de l'indépendance des ISC. Elle participera et interviendra lors de réunions et d'événements organisés par l'INTOSAI, l'ONU et les institutions financières multilatérales, entre autres.

## Partenaires de développement

Les partenaires de développement jouent un rôle clef dans la promotion d'institutions supérieures de contrôle indépendantes à l'échelle mondiale et au niveau des pays, par le biais de la coopération INTOSAI-Donateurs et au-delà. Un [kit de ressources sur l'indépendance des ISC pour le personnel des donateurs dans le pays](#) a été élaboré pour aider les partenaires de développement dans ces efforts.

La [Banque mondiale](#) préside la coopération INTOSAI-Donateurs. C'est un partenaire clé de l'INTOSAI dans ses efforts pour soutenir les ISC, à travers son travail mondial visant à renforcer les systèmes de gestion des finances publiques dans le monde entier. L'Indice d'indépendance des Institutions supérieures de contrôle de la Banque mondiale met en lumière l'importance des institutions supérieures de contrôle indépendantes.

Le Fonds monétaire international (FMI) assure le renforcement des capacités de certaines ISC. La pandémie mondiale a mis en lumière la nécessité d'un

audit indépendant du financement d'urgence, qui devient de plus en plus une condition des prêts du FMI aux pays.

## ONG et réseaux mondiaux

[Transparency International](#) est un mouvement mondial qui mène la lutte pour mettre fin à l'injustice de la corruption, et travaille actuellement dans plus de 100 pays. Transparency International plaide pour des institutions plus fortes et indépendantes qui sont en mesure de tenir le gouvernement responsable<sup>12</sup>, et ses sections nationales ont au fil des ans répondu aux menaces de l'indépendance des ISC, y compris par le biais de [pétitions judiciaires](#) et de communiqués de presse. Par le biais du projet Renforcement des réseaux de responsabilité au sein de la société civile (SANCUS), Transparency International met en relation les OSC afin de créer un élan pour des gouvernements plus réactifs et des institutions plus fortes pour les superviser, y compris en améliorant la performance et l'indépendance des ISC.

Le [Partenariat budgétaire international \(IBP\)](#) est un partenariat mondial d'analystes budgétaires, d'organismes communautaires et de défenseurs qui œuvrent pour faire progresser les systèmes budgétaires publics qui travaillent pour les personnes. L'initiative de responsabilité en matière d'audit d'IBP examine comment l'engagement stratégique entre les principaux acteurs de surveillance du gouvernement et de l'extérieur peut inciter à prendre des mesures à l'égard des constatations de l'audit public qui sont actuellement ignorées. IBP est un partenaire clé de l'IDI dans ses efforts pour promouvoir l'indépendance des ISC.

[L'Initiative mondiale pour la transparence fiscale \(GIFT\)](#) est un réseau mondial qui facilite le dialogue entre ses gestionnaires et ses partenaires des gouvernements, des organisations de la société civile, des institutions financières internationales et d'autres parties prenantes afin de trouver et de partager des solutions aux défis en matière de transparence et de participation fiscales. L'indépendance des ISC est l'un des principes clés de la transparence budgétaire, tel qu'établi par la GIFT.

[L'Initiative de transparence des industries extractives \(EITI\)](#) est une initiative mondiale visant à promouvoir la bonne gouvernance des industries extractives. Les ISC sont des intervenants clés de l'EITI, car la norme EITI exige une évaluation pour déterminer si les paiements et les revenus font l'objet d'audits crédibles et indépendants.

# NOTES DE FIN

---

- 1 Les « Contralorias » dans la région de l'OLACEFS sont à dirigeant unique et responsables devant le Parlement, mais avec des fonctions juridictionnelles.
- 2 Institut V-Dem. 2020. Note d'orientation n° 22.
- 3 Halloren, Brendan. 2015. Renforcer les écosystèmes de responsabilité : Un document de discussion.
- 4 La coopération institutionnelle entre les ISC et d'autres organismes figure en bonne place à l'ordre du jour de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Un guide a récemment été publié sur la relation entre les ISC et les agences anti-corruption. [https://www.unodc.org/documents/corruption/Publications/2022/Enhancing\\_collaboration\\_between\\_Supreme\\_Audit\\_Institutions\\_and\\_Anti-Corruption\\_Bodies\\_EN.pdf](https://www.unodc.org/documents/corruption/Publications/2022/Enhancing_collaboration_between_Supreme_Audit_Institutions_and_Anti-Corruption_Bodies_EN.pdf)
- 5 Ligne directrice de l'INTOSAI pour l'audit de la prévention de la corruption. 2020. Il est conçu pour aider les auditeurs des ISC à préparer et à mener l'audit des politiques et procédures de lutte contre la corruption dans les organisations gouvernementales, en mettant l'accent sur l'aspect anticorruption du travail des ISC dans le renforcement des institutions publiques en tant qu'élément clé du système national d'intégrité : GUID-5270-05-02-2020.pdf (issai.org).
- 6 FMI 2022. Bonne gouvernance en Afrique subsaharienne. Chapitre 12 sur le rôle des institutions supérieures de contrôle dans la lutte contre la corruption, y compris dans les situations d'urgence.
- 7 La transparence, la responsabilité et l'inclusion de l'utilisation du financement d'urgence pour la COVID-19 (audits Tai) peuvent inclure des audits des paquets socio-économiques, des achats d'urgence et du déploiement de vaccins.
- 8 L'un des résultats de ce protocole d'entente est un guide sur la relation entre les ISC et les organismes de lutte contre la corruption.
- 9 Transparency International Kenya. 2018. Résumés du vérificateur général et du contrôleur des rapports budgétaires pour les comtés : <http://publicaudit.tikenya.org/>.
- 10 Voir la vérificatrice générale de l'Afrique du Sud sur les audits sociaux : <https://www.youtube.com/watch?v=kDLCLW643XQ>.
- 11 INTOSAI. 2021. Engagement des ISC et de la société civile – bonnes pratiques : [https://www.intosaicommunity.net/document/knowledgecenter/CSO\\_SAI\\_good\\_practices\\_V1.pdf](https://www.intosaicommunity.net/document/knowledgecenter/CSO_SAI_good_practices_V1.pdf).
- 12 Selon sa [stratégie](#), Transparency International « promouvra et soutiendra l'indépendance des agences nationales d'intégrité et de responsabilité, et plaidera pour des mandats et des capacités efficaces, y compris des mandats de prévention » comme l'un de ses principaux objectifs.



**Initiative de développement de l'INTOSAI**

Stenersgata 2, 0184 Oslo, Norvège

[idi@idi.no](mailto:idi@idi.no)

[www.idi.no](http://www.idi.no)

Centre de ressources pour l'indépendance  
des ISC (SIRC) : [sirc.idi.no](http://sirc.idi.no)

Facebook : [/IDIforSAIs](https://www.facebook.com/IDIforSAIs)

Twitter : [@INTOSAI\\_IDI](https://twitter.com/INTOSAI_IDI)



**Transparency International**

**Secrétariat international**

Alt-Moabit 96, 10559 Berlin, Allemagne

[ti@transparency.org](mailto:ti@transparency.org)

[www.transparency.org](http://www.transparency.org)

Blog : [transparency.org/fr/blog](http://transparency.org/fr/blog)

Facebook : [/transparencyinternational](https://www.facebook.com/transparencyinternational)

Twitter : [@anticorruption](https://twitter.com/anticorruption)